

LES COOPÉRATIVES D'HABITATION

M. Mike Breagh (Oshawa): Monsieur le Président, aujourd'hui, douze groupes d'intérêt différents sur le logement manifestent sur la colline du Parlement pour le maintien du soutien des coopératives d'habitation par le gouvernement fédéral.

Ils veulent que le gouvernement fédéral s'engage maintenant à poursuivre son appui direct au programme de logement coopératif à principal indexé, en 1991 et dans les années ultérieures. Au cours des 20 dernières années, des personnes ayant des revenus de tous ordres se sont regroupés dans des coopératives d'habitation. Cette forme de logement permet donc à des gens venant de différents milieux économiques et sociaux de former de petites communautés solides et équilibrées. Cette formule d'hypothèque à principal indexé a grandement réduit le coût de la mise sur pied de coopératives d'habitation à but non lucratif. Avec le programme actuel, un projet coûte 58 p. 100 de moins au cours de la première année, et presque 20 p. 100 de moins sur toute sa durée de vie, par rapport au programme précédent.

Les maires des grandes villes, membre de la Fédération canadienne des municipalités, ont, selon leurs propres mots, pressé le gouvernement fédéral de maintenir le programme de logement coopératif sans but lucratif, et le regroupement de personnes de différents niveaux économiques qu'il permet.

* * *

LE NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Monsieur le Président, l'hypocrisie néo-démocrate se manifeste encore.

Les néo-démocrates, tant ceux de l'Ontario que leurs cousins fédéraux, ici à Ottawa, m'inquiètent grandement. Ils semblent être incapables de prendre une décision sur la direction à suivre. Autrement dit, ils ne savent pas vraiment ce qu'ils font.

Le gouvernement de l'Ontario nous en donne un exemple. Il est dirigé par un chef passé maître de la culbute arrière, ayant renié la plupart de ses promesses électorales. Maintenant, ces environnementalistes consacrés par leurs propres pouvoirs ont proposé d'étendre le dépotoir de Keele Valley, déjà surexploité, ce qui menace la moraine d'Oak Ridges.

Le comique de la situation, c'est que les néo-démocrates fédéraux présentent un candidat qui se dit ingénieur en écologie, croyez-le ou non, pour l'élection partielle dans York-Nord, où ce dépotoir est situé. Ce type de confusion est constant dans les politiques du NPD. Après tout, c'est au sein du parti qui siège à ma gauche que le gros méchant Bob a reçu sa formation politique.

Article 31 du Règlement

La position des néo-démocrates sur la réforme constitutionnelle est un autre exemple de leur confusion politique. Ils ont réussi à ménager la chèvre et le chou en choisissant un chef fédéral qui affirme être fédéraliste, mais dont tout le caucus québécois croit en la souveraineté-association, et en prenant pour chef provincial un homme qui n'a absolument aucune idée du programme qu'il mettra de l'avant.

Oui, monsieur le Président, les néo-démocrates m'inquiètent vraiment.

* * *

LE GOLFE PERSIQUE

M. Peter L. McCreath (South Shore): Monsieur le Président, la crise du Golfe n'est pas une question sur laquelle les Canadiens devraient sembler divisés.

L'opposition semble avoir pris pour habitude de toujours contredire le gouvernement, même pour des questions comme l'heure de la journée ou les prévisions de la météo.

Il ne faudrait toutefois pas que les Canadiens semblent divisés sur les actions de Saddam Hussein. On ne peut paraître divisés face à un pays qui en envahit un autre ou à un chef d'État qui est prêt à se servir des enfants de son pays comme chair à canon ou à se servir de gaz contre ses propres troupes.

Le monde entier condamne unanimement pareilles actions et est sur le point de dire à l'Irak qu'un tel comportement ne sera pas toléré et qu'il sera réprimé par la force, s'il le faut.

Le Canada doit se prononcer clairement sur cette question du côté de ses alliés. Quant aux Canadiens, ils devraient faire front commun sur cette question.

Je presse la Chambre de tenir compte en premier lieu des intérêts du Canada et du monde entier et de laisser de côté l'esprit de parti, afin de montrer à Saddam Hussein et à ses semblables que leurs actions nous sont totalement inacceptables.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

M. Jean-Luc Joncas (Matapédia—Matane): Monsieur le Président, dans une semaine, à Bruxelles, en Belgique, les représentants de 100 pays se réuniront pour décider de l'avenir du commerce mondial. Pour les agriculteurs et les producteurs laitiers québécois, cette ronde de négociations du GATT est un élément majeur pour l'avenir économique de tout le secteur agricole au Québec. Depuis le milieu des années 1980, les États-Unis et la Communauté européenne se livrent une guerre ruineuse